

Enjeux territoriaux des monnaies sociales et complémentaires

Introduction synthétique

Notes pour l'atelier Festi'Fric – 23/24 février 2012

Marie Fare – Docteure – Laboratoire Triangle, Université Lyon 2
Carlos de Freitas – Institut Palmas Europe

1/ Qu'est-ce qu'une monnaie locale sociale et complémentaire ?

Les monnaies sociales et complémentaires, dans leur déclinaison territoriale, sont des dispositifs **locaux** fournissant le cadre nécessaire aux échanges de biens, de services et de savoirs, organisés par et pour des **communautés** de citoyens, au moyen d'une **organisation monétaire** définie *ad hoc* et qu'une **monnaie interne propre** permet de comptabiliser et de régler.

Des règles de fonctionnement particulières sont définies en fonction de l'architecture monétaire adoptée et **sont contractualisées entre les différents partenaires de l'initiative** : un nouveau contrat social basé sur une manière nouvelle d'appréhender les échanges entre acteurs locaux naît alors et promeut le territoire comme espace renouvelé des échanges.

Le plus souvent, l'introduction d'une monnaie locale transforme de fait la nature des relations entre les acteurs des champs économiques, sociaux et culturels sur le territoire. L'une de ses vertus réside notamment dans **la mise en place progressive d'un maillage resserré de relations plus solidaires entre les acteurs locaux**, produisant par là **une résilience accrue du territoire** face aux bouleversements économiques et sociaux induits à des échelles de territoire plus amples. L'identité locale, la cohésion éco-socio-culturelle et l'appartenance au territoire s'en trouvent ainsi renforcées, ainsi que, parfois, les dimensions de préservation de l'environnement et d'éco-responsabilité des acteurs du territoire.

2/ Pour quoi mettre en œuvre une monnaie locale complémentaire ?

L'intégration de dispositifs de monnaies locales sociales et complémentaires (MLSC) sur un territoire ouvre à différents potentiels de développement dont la nature, durable ou non, dépend des choix politiques, sociaux et opérationnels réalisés lors de la configuration de la monnaie locale puis du suivi de leur mise en œuvre et des moyens (humains, institutionnels, financiers, techniques) mis à disposition.

Chaque segment des objectifs/effets décrits ci-dessous est soumis à l'exigence d'un investissement *ad hoc* afin d'en maximaliser le potentiel.

➤ Pour une territorialisation des activités

La mise en place d'une MLSC, utilisable uniquement au niveau local, permet :

- de privilégier l'usage local des revenus tirés d'une production locale en créant un circuit autonome,
- de s'inscrire dans une logique plus large de développement local endogène : offre et demande sont enracinés localement,
- de rééquilibrer les rapports de force entre modèles d'entrepreneuriat locaux et modèles de la grande entreprise trans-nationale,
- de répondre à la déconnexion entre les espaces de formation et de dépense des revenus,
- d'améliorer la résilience globale des territoires (économique, sociale, culturelle, politique, institutionnelle),
- de créer une communauté locale médiatisée par l'usage de la monnaie, mobilisant des principes solidaires et/ou réciprocaires,
- de renforcer la mise en réseau des acteurs locaux,
- de mettre en place un espace de délibération collectif (notamment sur les objectifs de développement et de gestion du territoire),
- de renforcer la participation démocratique, d'instaurer de nouvelles formes de gouvernance partagée,
- de mettre en pratique une école de la citoyenneté.

➤ **Pour une dynamisation des échanges**

La mise en place d'une MLSC permet :

- un effet mécanique de (re)localisation des échanges, de réduction des fuites de capitaux et de savoirs, d'injecter un supplément de monnaie en développant l'accès au crédit :
 - par le crédit automatique gratuit,
 - par une logique de microfinance,
- de décourager la détention d'avoirs monétaires (via par exemple des monnaies fondantes) et d'encourager la circulation des richesses et la multiplication des échanges.

Remarques

- *Les objectifs de (re)localisation et de dynamisation des échanges sont d'autant plus assurés que les avoirs monétaires en monnaie locale sont difficilement convertibles.*
- *Diversité des biens et services proposés dans le cadre du réseau monétaire local, variété des acteurs et ampleur du réseau sont également des facteurs-clés de succès d'une MLSC.*

➤ **Pour une transformation des pratiques, des modes de vie et des représentations sociales**

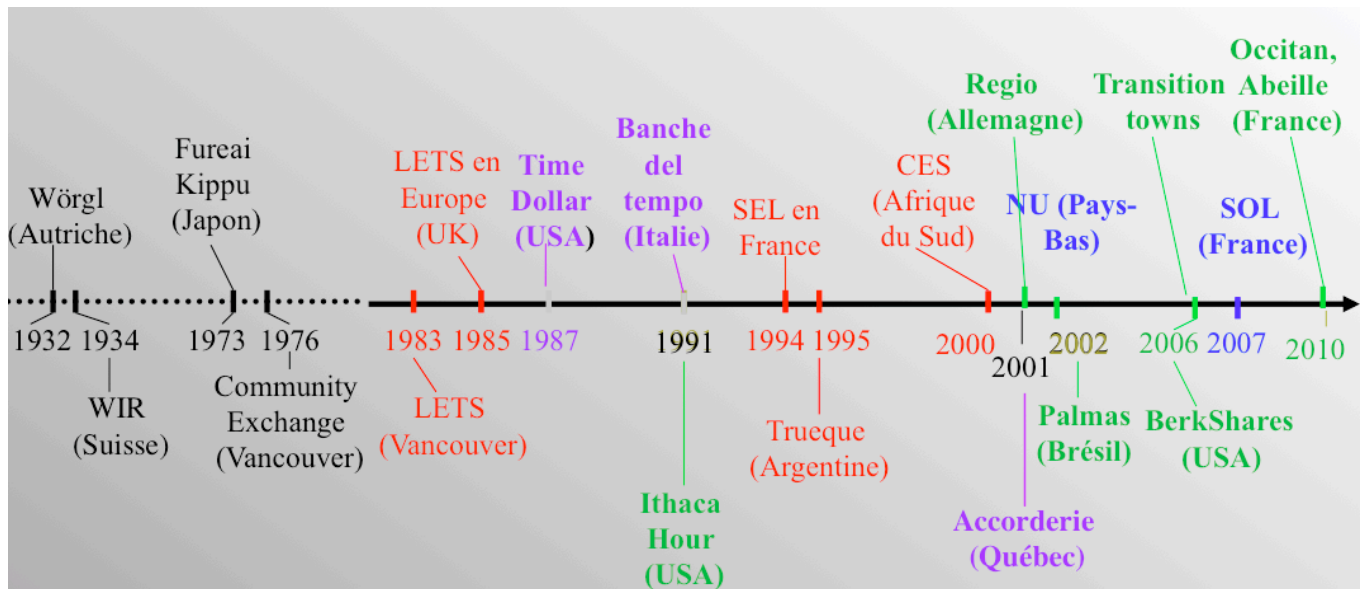
Enjeux, objectifs et effets collatéraux :

- **Transformer les pratiques :**
 - « Consommation responsable »
 - Responsabilisation des organisations (acteurs et institutions)
 - Pratiques plus durables et « citoyenneté écologique »
- **Transformer les représentations sociales :**
 - « Reconsidérer les richesses » (système de valeurs, sens des investissements, identité et mémoire/transmission, etc.)
 - Revalorisation des capacités productives des personnes qui ne sont pas valorisées dans le cadre du salariat ou des professions indépendantes,
 - Figure clé du « *prosommateur* » (Toffler, 1980) :
 - Figure de l'inclusion car consommer suppose produire
 - Petite économie de productions individuelles
 - Introduire des valeurs éthiques, sociales et/ou environnementales
 - Une appropriation citoyenne de la monnaie, de l'économie et de la finance (outils, objectifs, mécanismes, méthodes)
- **Transformer la relation s'établissant entre les partenaires de l'échange :**
 - Faire émerger de nouvelles relations entre les partenaires des échanges en promouvant la constitution de liens interpersonnels depuis la convivialité jusqu'à l'amitié,
 - « Le lien est plus important que le bien »
 - Relation d'échange durable, confiance : résilience des liens locaux face aux pressions exogènes
 - Éloigner les échanges du marché, préserver un équilibre de développement local nécessaire (souveraineté territorialisée)

3/ Typologie et caractéristiques des MLSC par « générations » (G1/2/3/4)

Dans la brève histoire des monnaies sociales depuis l'expérience fondatrice du LETS de l'île de Vancouver, en 1983, on peut distinguer trois autres « générations » de dispositifs qui se caractérisent par une organisation monétaire singulière et des rapports particuliers au monde socio-économique et aux autorités publiques, locales ou centrales.

Ces « générations » ne se succèdent pas mais s'imbriquent (l'émergence d'un dispositif d'une génération nouvelle ne met pas fin aux précédents) et se transforment (l'innovation au sein d'une même génération peut lui redonner un coup de fouet).



G1

- Systèmes scripturaux de crédit mutuel ou monnaies papier (trueque argentin)
- Inconvertible en monnaie nationale mais parfois équivalences
- Peu de partenariats socioéconomiques
- Un rapport distant, voire défiant, aux collectivités locales (CL)
- Partage de biens, recyclage = citoyenneté écologique + transformation des représentations (égalité/valeur)

Ex. : LETS/SEL/Trueque/CES

G2

- Monnaie temps, systèmes scripturaux de crédit mutuel
- Seulement des échanges de services
- Basé sur le temps avec un principe d'égalité : 1h = 1h (et donc inconvertibilité totale)
- Gestion informatisée, gérée par un « courtier du temps » (« time broker »)
- Partenariats fréquents et souvent déterminants avec les CL avec les collectivités locales (Italie, France)
- Transformation des représentations (égalité/valeur)

Ex. : Time Dollar/Banche del Tempo/Accorderie

G3

- Monnaie fiduciaire (billets/coupons) et électronique
- Entrée par conversion/Sortie parfois autorisée avec « pénalités »
- Convertibilité et équivalence en monnaie officielle
- Recherche de partenariats avancés dans des objectifs économiques locaux : les CL sont peu présentes, mais leur présence est déterminante.
- Fort essaimage
- Parfois microcrédits
- Chartes et critères de sélection des professionnels
- Intégration de valeurs sociales et/ou écologiques dans les échanges marchands

Ex. : Ithaca Hours/Regiogeld/Villes en Transition/Palmas & banques communautaires de développement/Berkshares

G4

- Projets multiplexes (combinaison de plusieurs objectifs : environnementaux, sociaux, économiques...)
- Dimension écologique appuyée
- Ingénierie coûteuse et parfois lourde
- Partenariats multiples dont rôle central des collectivités publiques

Ex. : Nu-Spaarpas/SOL

4/ Tableau synthétique du rôle des collectivités locales par types de dispositifs

Types de dispositifs	Rôle des pouvoirs publics	Rôle dans l'émergence de ces types	Rôle dans le développement des dispositifs			
			Soutien logistique et financier	Outil de politique publique	Acceptation en tant que moyen de paiement	Performance et modification réglementaire
Dispositifs de 1^e génération						
Lets		non	parfois	rarement	non	non
Sel		non	parfois	non	non	non
<i>Trueque</i> argentin		non	parfois	parfois au niveau local	non	non
Dispositifs de 2^e génération						
Banques de temps (Royaume-Uni)		non	parfois	parfois au niveau local	non	non, mais reconnaissance officielle de leur utilité
Banques de temps (Italie)		oui au niveau local	oui au niveau local	souvent au niveau local	non	oui, au niveau étatique
Dispositifs de 3^e génération						
<i>Ithaca Hour</i>		non	non	non	oui au niveau local	non
Monnaies communautaires brésiliennes		non	parfois au niveau local	oui au niveau local	non	oui
<i>Regiogeld</i> allemand		non	non	non	parfois localement	non
Dispositifs de 4^e génération						
Sol français		oui au niveau local	oui au niveau local	oui au niveau local	oui au niveau local	non
Carte NU		oui au niveau local	oui au niveau local	oui au niveau local	oui au niveau local	non

5/ Des rapports contrastés aux pouvoirs publics

- **Méfiance, soupçons et menaces** (surtout G1 et G3)
 - Le fantasme historique de l'interdiction
 - Retrait des aides sociales (SEL belge, 1996)
 - Procès (SEL français en 1998) : malgré la relaxe, un cadrage strict des échanges/Banque Palmas (1998 et 2003) et autres exemples actuels (Equateur, Mexique)
 - Rapport concluant à l'insignifiance des dispositifs et *donc* à leur innocuité (Bundesbank, 2006)
- **Désintérêt et négligence**
 - Chacun n'a généralement qu'une taille très limitée (G1 à G2, potentiel plus important de G3 et G4)
 - Une vue folklorique des monnaies sociales
 - Bien trop peu d'études sur la nature et l'impact de ces dispositifs
- **Soutiens techniques voire financiers**
 - Mise à disposition d'un local, recrutement d'un salarié, fourniture de matériel... (G1, G2, G3)
 - Subventionnement (G3, G4)
- **Intégration dans des politiques publiques spécifiques**
 - Politiques sociales (banques de temps G2 ; banques communautaires brésilienne G3)
 - Politiques environnementales (Nu voire SOL, G4)
 - Politiques économiques : relance, territorialisation, travail de filières... (Palmas et Regio G3 ; SOL G4)
- **Difficultés à créer un cadre légal adapté**
 - Des projets ou propositions de lois non aboutis sur la G1 (France, 2000 ; Argentine, 2002 : G1)
 - Loi italienne sur la coordination des temps dans la ville (1990, 2000 ; G2)
 - Reconnaissance et soutien à la G3 dans des pays du Sud (Brésil, Venezuela, Equateur)

6/ Leviers d'actions offerts aux collectivités territoriales pour soutenir les MLSC

- Participation directe au dispositif, notamment en acceptant les monnaies sociales comme **mode de paiement des services publics** (transports, culture, sport, etc.) **ou des impôts locaux** (G3, G4)
 - ↳ accroît la diversité des biens et services disponibles en monnaie et les impôts profiteraient ainsi directement au développement territorial
 - ↳ effet de dynamisation
- Privilégier, pour les **commandes publiques**, l'achat local et le paiement en monnaie complémentaire
- Garantie bancaire aux dépôts en monnaie nationale (fonds de garantie des dépôts) ou garantir les prêts accordés dans le cadre du dispositif ou **création d'un fonds territorial**
- **Distribuer une partie des aides économiques et sociales en monnaie affectée** afin de flécher la consommation et/ou la production des biens et services payables en monnaie interne
- **Valoriser les gestes éco-citoyens** par la distribution de monnaie interne (cf. l'exemple du SOL Alpin dans le cadre de la déchetterie)
- **Subventionner en monnaie interne l'accès à certains biens ou services** (accès à des paniers de légumes, financement d'investissement et d'équipement en énergies renouvelables, etc.)
- Puissant levier de **mise en réseau des acteurs** : encourager le déploiement (notamment besoins logistiques et humains) selon le principe de subsidiarité
- **Soutien à l'innovation** par la valorisation de solidarités et de services nouveaux (dispositifs G1/G2) à forte plus value de cohésion sociale et culturelle.

7/ Enjeux et difficultés de l'institutionnalisation

- Eviter « l'ivresse monétaire »
- Nécessité d'une reconnaissance appliquée, d'asseoir la légitimité des MLSC (évaluation, reconnaissance, pouvoirs publics)

- Une première tension : pour les projets, entre :
 - autonomie, appropriation démocratique de la monnaie et besoins financiers limités,
 - ingénierie complexe des dispositifs en vue d'un impact significatif,
- Une seconde tension : pour les collectivités, entre
 - promouvoir et faire advenir
 - piloter et mettre en œuvre
- Retournements de majorités (Nu-Spaarpas, Banche del Tempo)
- Coexistence d'une pluralité d'instruments monétaires dans les sociétés modernes (pluralité des formes et des usages) → subsidiarité monétaire
- Levier puissant en termes de relocalisation des activités : création de filières de production et de consommation sur des territoires,
- Des freins : animation du dispositif (essentielle), diversité (biens et services proposés, adaptabilité aux besoins), taille, routines, appropriation (citoyenne, acteurs, institutionnelle), acteurs (variété, implication), partenariats (diversité, efficacité, opérationnalité, pressions)...

8/ Quelques exemples de collaborations MLSC/Collectivités locales et leurs résultats/perspectives

	Objectifs	Moyens/outils	Résultats	Autre/spécificités
<p align="center">Banques communautaires de développement Brésil (Institut Palmas)</p>	<p>Relocalisation de l'économie et renforcement de l'identité locale</p> <p>Génération de revenus et d'emplois, notamment pour les populations précaires</p> <p>Promotion d'un réseau solidaire de « prosommacteurs »</p> <p>Développement durable endogène</p> <p>Promotion du droit à l'économie et à la finance pour tous</p> <p>Transformation des valeurs, des consciences et des comportements</p>	<p>Création de banques communautaires de développement intégrant plusieurs dimensions du développement économique, social et culturel local</p> <p>Financement au travers des services financiers offerts aux populations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - correspondance bancaire (accès facilité aux services financiers offerts par partenariats avec plusieurs banques publiques) - microcrédit (investissement dans la communauté par la communauté) à la consommation et à la production (plus de 1,3 millions €) - monnaie sociale circulante locale propre à la 	<p>Un réseau national de 70 banques communautaires à ce jour</p> <p>212 000 équivalents R\$ en circulation sur l'ensemble du réseau</p> <p>Des identités et cohésions locales sociales et économiques renforcées</p> <p>Création d'emplois Ex. : 1 800 dans les Palmeiras</p> <p>Partenariats stratégiques avec les multiacteurs (institutions, réseaux bancaires, collectivités, gouvernement, ONG)</p> <p>Déploiement d'outils spécifiques à la lutte contre l'exclusion et intégration du modèle dans le programme national de lutte contre l'exclusion financière</p> <p>Avancées légales et juridiques</p>	<p>Le programme national vise l'intégration de 200 communautés à bas revenus d'ici 2013</p> <p>Animation permanente des communautés via des stratégies de communication sociale appropriées, festives et fédératrices</p> <p>Programmes sociaux dédiés aux publics sensibles (femmes, jeunes)</p> <p>Mise en place d'une gouvernance partagée et démocratique (directe)</p> <p>Le dispositif est né de la base.</p>

		<p>communauté (avec décompte incitatif, convertibilité pour les commerçants, peu de pénalités de sortie)</p> <p>Subvention de l'Etat pour la diffusion de la méthodologie</p> <p>Subvention ou soutien en nature par des collectivités locales pour l'implantation des BCD</p> <p>Soutien via partenariats avec ONG expertes</p>	Reconnaissance médiatique, populaire et institutionnelle nationale et internationale	
<p>Sol Violette à Toulouse</p> <p>France</p>	<p>Favoriser une consommation dite responsable</p> <p>Soutien à l'ESS et aux PME locales</p> <p>Aide sociale</p>	<p>120 000 € de subvention</p> <p>27 000€ (soit 19%) de nantis dont 16 000 au crédit municipal (fonds de garantie) et 10 100 au crédit coopératif</p> <p>30 SOL/mois pour 90 chômeurs pdt 6 mois (soit 12% du budget)</p> <p>Extension future aux précaires, personnes âgées, étudiants</p> <p>Financement du bonus de conversion (5% à partir de 20 € convertis)</p>	<p>Depuis mai 2011 + de 700 solistes</p> <p>80 prestataires</p>	<p>Volonté accès services publics, transports, etc. mais blocage trésorier payeur général</p> <p>Autre SOL : subventions SOL Alpin : apports gratifiant en déchetterie</p>
<p>Nu-Spaarpas - Rotterdam</p> <p>Pay-Bas</p>	<p>Comportements et consommation responsable</p> <p>Tri des déchets</p> <p>Transports</p> <p>Soutien aux PME locales</p>	<p>Partenariat avec ville et banque coopérative puissante</p> <p>3,6 millions d'euros</p> <p>Terminaux de paiement, carte à puce</p> <p>Participation des services municipaux</p>	<p>Au bout d'un an : 10 000 porteurs de cartes</p> <p>100 PME</p> <p>1 577 905 points émis</p> <p>140 084 points échangés</p>	<p>Arrêt suite à un retournement de majorité (cause politique)</p>

<p>Talent – Région Vorarlberg</p> <p>Autriche</p>	<p>Stopper le déclin de l'économie locale</p> <p>Promouvoir et valoriser les liens de solidarité locale et intergénérationnelle</p>	<p>Plusieurs dispositifs de monnaie complémentaires co-existent avec un taux de change indexé tous les 2/3 ans sur l'inflation de l'€.</p> <p>Le Taushkreis (SEL) créé en 1996, est à base temps : 100 Talents = 1h Il est autonome financièrement.</p> <p>Un système complémentaire de coupons a été lancé en 2008 : un taux de change existe entre les dispositifs : 1 € = 10 Talents Conversion du Talent vers l'€ via taxe de 3 à 10%.</p> <p>Un modèle de banque du temps intergénérationnelle (gériatrie) lancée en 2004 dans le territoire du Leiblachtal permet l'épargne de temps sur plusieurs générations.</p> <p>Le modèle coupon + banque du temps sont financés par le fonds européen EFRE</p> <p>En 2010, un programme de SEL pour la jeunesse a été lancé avec un potentiel de 10 000 jeunes âgés entre 12 et 20 ans – en partie subventionné par la Région.</p>	<p>Turnover de la banque du temps : 25 000 h/an pour plus de 800 comptes actifs, représentant 0,1% de la population de la région – 30 à 40% d'échanges supplémentaires ne sont pas comptabilisés par certains utilisateurs (l'échange vaut pour valeur sans désir de « retour sur investissement »)</p> <p>Turnover du système de coupons : 1 million €/an</p> <p>Une reconnaissance locale importante : 50% de la population locale connaît le dispositif du Talent même si seulement 1% l'utilise.</p> <p>130 entreprises membres du réseau</p> <p>La banque du temps va être étendue à la région du Vorarlberg</p> <p>Des villes acceptent le règlement de taxes locales en partie en Talents : Langenegg (50%) Dalaas, Klösterle et Braz (75%)</p> <p>La Région du Vorarlberg réfléchit à l'intégration du Talent dans leur politique de développement régional.</p>	<p>Le paiement d'une partie des impôts locaux a été rendu possible grâce à l'expertise convoquée de spécialistes des questions de taxe.</p> <p>Les décisions sont prises au consensus.</p> <p>Un bureau de 25 administrateurs prend les décisions : une partie de leur participation est payée en Talent, l'autre en honoraires.</p> <p>Le dispositif est né de la base.</p>
<p>Initiatives de MSC Réseau des Villes en Transition</p> <p>Royaume-Uni</p>	<p>Dynamisation des échanges</p> <p>Soutien aux PME locales</p>	<p>Paiement taxes municipales à Brixton et Bristol (en projet)</p> <p>Soutien du conseil municipal de</p>	<p>Brixton : (lancé en septembre 2009 pour les coupons papier et septembre 2011 pour le paiement par sms) 200 commerçants</p>	<p>Agir au niveau du district et non conseils municipaux (département) et au comté (région)</p> <p>La livre sterling Bristol, soutenue par</p>

		<p>Lambeth à Brixton</p> <p>Autres exemples : Totnes Pound dans le Devon, Lewes Pound dans le Sussex and Stroud Pound dans le Gloucestershire</p>	<p>affiliés</p> <p>Le paiement par sms ouvre droit à 10% de bonus au moment de créditer le compte en ligne</p> <p>Partenariat avec banque coopérative locale</p>	<p>une caisse de crédit, promet d'être plus technologique encore, avec la possibilité de payer par téléphone mobile ainsi que des notes. Il comprendra la banque en ligne, avec des dépôts garantis par la Financial Services Authority, car il est soutenu par la caisse Bristol. C'est le premier régime où les entreprises pourront utiliser l'argent pour payer l'impôt, y compris les taux d'affaires.</p>
<p>Monnaies provinciales argentines (2001-2003)</p>	<p>Pallier difficultés financières des provinces</p> <p>Argument de nécessité et d'urgence (crise économique et sociale)</p>	<p>Titre de dette, monnaie papier (versé aux fonctionnaires le plus souvent à ceux qui ont des salaires les plus élevés et seulement partiellement) accepté en moyen de paiement pour les impôts provinciaux, services publics et commerces, secteur concurrentiel (grandes et petites entreprises)</p> <p>Pour certaines, acceptées en paiement des impôts nationaux (Patacon, province de Buenos Aires) qui réintègrent la province à travers les transferts fédéraux.</p> <p>Reconnues légitimes par la Banque Centrale puisque rachetées en 2003 (et donc convertible en monnaie nationale)</p>	<p>Mi 2002, 14 provinces sur 24 ont leur propre monnaie</p> <p>Représentant près de 40% de la masse monétaire nationale fournissant ainsi l'apport de liquidités manquant</p> <p>Au niveau du Patacon, la circulation a atteint 53,4% des revenus fiscaux de la province et 3,2% du produit brut géographique.</p>	
<p>Toreke – Gand Belgique</p>	<p>Tisser des liens entre les habitants du quartier du Rabot, le plus</p>	<p>Les habitants réclamaient des parcelles communales pour</p>	<p>Programme lancé en novembre 2010. En 1 an 30 369 torekas ont été</p>	

	<p>pauvre de Flandre, métissé, où tout le monde ne parle pas la même langue et ne partage pas toujours les mêmes habitudes de vie, et où les liens ne vont pas de soi.</p> <p>Accroître la qualité de vie et l'attractivité du quartier (embellissement, dynamisme éco-social)</p>	<p>créer des potagers. La ville a accepté de leur louer des terrains en échange de torekes. 1 toreke = 0,10 cent d'euro. Pour 150 torekes par an, les habitants du quartier peuvent louer un petit bout de potager. Ils peuvent gagner ces torekes en rendant des services à leurs voisins (250 torekes), en fleurissant leurs façades (10 torekes), en apposant un autocollant antipub sur leur boîte aux lettres (10 torekes) ou en réalisant des actions en faveur de l'environnement.</p> <p>Des magasins locaux sont aussi inscrits dans ce circuit afin de permettre aux habitants d'acheter de l'alimentation bio ou des produits verts en torekes.</p>	<p>gagnés via 526 activités et 242 usagers enregistrés.</p> <p>Pour un même budget de soutien à l'activité culturelle et sociale, les résultats sont 3 fois plus performants au travers du dispositif.</p> <p>Par une implantation à une échelle plus vaste, un calcul prospectif donne un effet multiplicateur à hauteur de 20 fois les résultats obtenus pour un même budget investi.</p>	
<p>Banques du temps</p> <p>Italie</p>	<p>Outil de reconstruction des liens sociaux et de l'entraide sur une base temps (transformation des rapports à la monnaie)</p>	<p>Subventions/soutien financier des municipalités ou création municipales pour Italie + loi en 2000 portant « disposition pour le soutien à la maternité et à la paternité, pour le droit aux soins et à la formation et pour la coordination des temps dans la ville ».</p> <p>Soutien financier pr anglo-saxon notamment pr emploi de time broker</p>		
<p>Accorderie</p> <p>France</p>	<p>Outil de lutte contre l'exclusion et la pauvreté</p>	<p>Financement par collectivités locales (communes, communautés de communes et</p>		<p>1ere expérience en France depuis l'automne 2011 à Paris et Chambéry</p>

		<p>région) et Fondation MACIF</p> <p>Budget d'environ 60 000 €/Accorderie (Dont 30 000 € par MACIF et le reste par les collectivités territoriales partenaires)</p>		<p>Sur Paris, 4 Accorderies sont prévues d'ici fin 2012.</p> <p>Au Québec, soutien des fondations mais contexte culturel très différent</p>
--	--	---	--	---